

# La dictature de l'élite économique

■ Les inégalités ne sont pas une fatalité. Elles sont le résultat de décisions politiques. La bonne nouvelle, c'est que d'autres choix peuvent donc y remédier. Voici les cinq choses à faire.

**L**es inégalités constituent un problème pour 99% des habitants de notre planète, car ils doivent se contenter de seulement la moitié de la richesse mondiale. Mais c'est aussi ce que pensent les 1% les plus riches, car l'écart est si grand qu'il pourrait bien provoquer des troubles civils. Une question logique se pose donc: alors, on fait quoi?

Rechercher la solution, c'est rechercher les causes. D'où proviennent vraiment les inégalités? Qui ou qu'est-ce qui est responsable de cet écart grandissant? L'égalité est la conséquence de décisions politiques – il suffit de voir l'effet redistributif des impôts et de la sécurité sociale en Belgique. Les inégalités le sont donc tout autant. Ces décisions sont de plus en plus prises dans la même direction.

Le secteur financier européen emploie chaque année plus de 1 700 lobbyistes pour mettre la pression sur les institutions européennes. Aux Etats-Unis, le secteur financier a dépensé à lui seul plus d'1 milliard de dollars en 2010 pour faire du lobby afin de bloquer les régulations financières. On n'a pas besoin d'être devin pour reconnaître cette "main invisible" dans les dérégulations fiscales, paradis fiscaux, taux d'impositions minimales pour les grosses entreprises et coupes dans les services publics.

L'augmentation des inégalités dans un pays n'est pas une conséquence inévitable, ni un dommage collatéral de l'augmentation de la croissance et des richesses, même si certains analystes aiment à le répéter. Les inégalités ne sont pas une fatalité. Elles sont le résultat de décisions

politiques démontrables qui concentrent les richesses entre les mains d'un petit groupe: "The lucky few". Une élite économique et financière contrôle le processus de prise de décision et réussit à modeler les lois selon ses besoins. Au détriment des besoins des autres, ce qui aggrave donc les inégalités. Une théorie du complot sans fondement? Prenez donc une minute pour y réfléchir.

Combien d'impôts payez-vous?

Votre taux d'imposition se situe probablement entre 35% et 45%. Ce n'est pas rien. Vous savez aussi que "cette attaque" sur votre revenu n'a pas diminué au cours des dernières décennies. Mais bon, nous sommes tous dans le même bateau, non? Rien n'est moins vrai. Au niveau mondial, les impôts pour les entreprises ont diminué de moitié les trente dernières années – dans les pays riches leur taux d'imposition est passé de 40% au milieu des années 80 à 22% en 2013. Et ça, ce

sont les taux d'imposition officiels. Les analystes estiment que dans les faits, beaucoup de multinationales ne payent que de 0,5% à 1% d'impôts grâce à toutes sortes de failles dans le système. Les pays en développement perdent ainsi chaque année 187 milliards d'euros de ressources fiscales. C'est le double de l'argent nécessaire pour remplir tous les objectifs du millénaire en termes de pauvreté, de santé et d'éducation.

Là non plus, il n'est pas trop difficile de voir qui est aux commandes. La fonte internationale de la fiscalité des entreprises est pour l'instant l'apanage

de l'OCDE. Les pays en développement – qui sont tout de même les principales victimes de l'évasion fiscale – n'y siègent même pas. 87% des contributions à une consultation de l'OCDE sur la transparence en 2013 provenaient des entreprises. L'un des nouveaux directeurs de l'OCDE travaillait il y a peu chez KPMG, une entreprise de consultance de premier plan qui conseille les entreprises afin "d'optimiser leur fiscalité". Ce qui biaise là aussi le processus décisionnel.

La fiscalité des entreprises est le talon d'Achille du système fiscal global. Si vous allez à deux au restaurant et que l'autre personne décide de ne pas payer sa part, il n'y a que deux options: soit payer plus soi-même, soit manger moins. C'est précisément le choix qui est constamment offert aux Belges: soit un gouvernement d'impositions, soit un gouvernement de coupes budgétaires. Il est grand temps de faire disparaître cette fausse alternative.

Si, à côté des grosses fortunes, les entreprises payaient une part juste de la note, on pourrait investir dans l'enseignement ou dans la santé sans devoir recourir à de nouveaux impôts. Et c'est

absolument nécessaire car nous ne voulons pas qu'à l'horizon 2025, l'Europe compte vingt-cinq millions de nouveaux pauvres et que les inégalités y soient encore plus fortes. Est-ce que la boulangerie de M<sup>me</sup> Dumont est concernée? Pas du tout. Des études récentes montrent que les PME payent 30% d'impôts alors que les multinationales ne contribuent qu'à hauteur de 5%. Ce sont donc ces dernières qui doivent renflouer la cagnotte.

Mais il y a une bonne nouvelle: si les

inégalités sont la conséquence de décisions politiques et humaines, des humains sont donc en mesure d'y remédier. Voilà pourquoi nous adressons cinq recommandations aux politiciens belges.

**1** Sur le plan de la redistribution, la Belgique s'en sort plutôt bien. C'est pourquoi notre pays doit aussi défendre cette approche au niveau international et plaider pour un système fiscal mondial équitable.

**2** L'OCDE planche sur un plan d'action pour faire en sorte que les multinationales paient leur juste part. Nos politiciens doivent mettre la pression sur l'OCDE afin d'inclure les pays en développement dans la discussion et de mettre fin à la suprématie des intérêts économiques.

**3** Les entreprises doivent être forcées à payer des impôts là où elles exercent réellement leurs activités

économiques. La Belgique peut jouer un rôle moteur au sein de l'OCDE, de l'UE et ailleurs, dans la définition des règles pour lutter contre l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale.

**4** Nous devons aussi regarder notre système fiscal avec un œil critique. La Belgique redistribue les revenus des particuliers, mais les grosses fortunes et les entreprises sont à l'abri. Il est grand temps que les négociateurs gouvernementaux repensent notre fiscalité, pour passer de la TVA et des charges du travail à l'imposition des plus grosses fortunes et des entreprises.

**5** Tout le monde bénéficie des services publics, tels que l'enseignement ou les soins de santé; s'ils n'étaient plus pris en charge par des structures publiques, les coûts de ces services accapareraient déjà 76% du salaire net des personnes les plus pauvres. Ces services permettent de ré-

duire de 20% les inégalités dans les pays de l'OCDE. Il faut mettre fin aux coupures budgétaires dans ces domaines. Il est primordial de renflouer les caisses par d'autres moyens!

**LEILA BODEUX**  
Chargée  
de plaidoyer  
d'Oxfam-Solidarité  
en matière fiscale.

→ Titre et sous-titre sont de la Rédaction.

**Le secteur  
financier  
européen  
emploie  
chaque année  
plus de 1 700  
lobbyistes  
pour mettre  
la pression sur  
les institutions  
européennes.**